

Éditorial

Jean-Luc Mayaud



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/1061>

ISSN : 1777-5434

Éditeur

Association des ruralistes français

Édition imprimée

Date de publication : 31 juillet 2004

ISSN : 1280-374X

Référence électronique

Jean-Luc Mayaud, « Éditorial », *Ruralia* [En ligne], 15 | 2004, mis en ligne le 30 septembre 2005, consulté le 16 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/1061>

Ce document a été généré automatiquement le 16 mai 2019.

Tous droits réservés

Éditorial

Jean-Luc Mayaud

- 1 Une nouvelle fois, il nous faut demander à nos lecteurs d'excuser le retard de la sortie de cette livraison de notre revue. Retard, mais non pas essoufflement : certes, *Ruralia* souffre, comme bien des entreprises éditoriales universitaires et associatives, de la modicité de ses moyens ; elle ne voit le jour, il faut bien le dire, que grâce à un petit nombre de bonnes volontés. Répétons-le : les ruralistes de tous horizons, statuts et sensibilités, doivent se sentir responsables de cette revue qui fait vivre leurs débats et lui accorder l'attention et les gestes nécessaires. Mais, quelles que soient les vicissitudes de sa production matérielle, l'esprit et le projet scientifiques qui animent cette revue n'ont rien perdu de leur force et, osons nous dire, de leur urgence. La résistance au repli disciplinaire, à la fermeture des questionnements sur les valeurs sûres de l'historiographie et des modèles légitimes et, surtout, la promotion de la recherche et de la réflexion vivantes sur les sociétés et les espaces ruraux restent d'une éminente actualité. Glissement général et accéléré des équilibres sociaux, économiques et politiques dans le monde rural et au-delà, profonde remise en cause des paradigmes et des modèles d'analyse : dans ce contexte, il est plus que jamais nécessaire de faire vivre une recherche à la fois distanciée et réflexive, et résolument en prise avec son contexte.
- 2 Le présent numéro illustre cet idéal par sa diversité, tant disciplinaire que thématique et géographique, chacun des auteurs ayant pris le risque d'ouvrir sa réflexion au-delà des limites de son champ disciplinaire d'origine. Que l'objet y invite ou qu'une discipline-sœur propose des méthodes ou des concepts pertinents, c'est bien souvent une exigence scientifique que de transgresser les limites académiques. Mais la pluridisciplinarité, plus d'un demi-siècle après les premières tentatives, reste une aventure : les articles que nous publions témoignent, avec autant de conviction que de prudence, de la persistance de cet état de fait.
- 3 Jérôme Lafargue n'en est certes pas à son coup d'essai : la réflexion qu'il signe sur la genèse du champ juridique dans la relation société rurale/État au 19^e siècle illustre sa profonde connaissance de la théorie du droit comme son intérêt pour l'anthropologie historique. Encore ajoute-t-il à son bagage une lecture historique de Pierre Bourdieu qui lui permet d'« acclimater » au 19^e siècle des éléments de la pensée du sociologue de

l'habitus. À travers deux études de cas, l'une issue de ses propres recherches sur les Landes, l'autre fondée sur la lecture de travaux de François Ploux sur les violences paysannes dans les campagnes du Lot, il propose une réflexion sur la co-construction du champ juridique entre local et global qui échappe très heureusement au manichéisme, si fréquent dans les approches de cette question. À lire Jérôme Lafargue, en effet, les sociétés rurales ne sont pas plus hermétiques au droit moderne que l'État n'est sourd aux réalités sociales du monde rural, et le jeu de fausse incompréhension tactique et de flou entretenu dans la mise en œuvre des normes, mis en pleine lumière par l'auteur, est particulièrement intéressant. Il y a là des réflexions et des mises au point théoriques que chacun, sans doute, aura à cœur de confronter à son propre terrain d'investigation.

- 4 Hubert Cochet, agronome de formation, n'hésite pas quant à lui à se plonger dans l'histoire longue du département de l'Allier pour mettre en perspective ses enquêtes orales sur le poids de l'héritage du métayage dans le développement agricole du département. Et dans une analyse qui n'est pas si éloignée de celle de Jérôme Lafargue sur le droit, sur le contrat et sur leur mise en actes, en norme et en durée historique par la pratique, il s'interroge pour sa part sur la stabilité remarquable d'un type de contrat — et donc de rapport de force économique et social — pourtant profondément inégalitaire et continûment contesté depuis le 19^e siècle jusqu'à la liquidation actuelle du statut. Manifestement, Émile Guillaumin et Daniel Halévy ne nous permettent pas de tout comprendre de ce jeu social asymétrique de la relation métayer/fermier général/grand propriétaire, et il faudra que les historiens saisissent la perche qui leur est tendue par l'auteur de cet article.
- 5 C'est une trajectoire inverse que suit Wilfrid Séjeau, historien de formation, parti en quête de la biographie d'un agronome : pas n'importe lequel, certes, puisqu'il s'agit de René Dumont. Avec cette première approche diachronique de la trajectoire académique, scientifique et « médiatique » de l'« inventeur » de l'agronomie comparée — on pourrait presque parler de pan-agronomie, tant l'ambition généreuse du personnage se révèle sans limite —, on retrouvera les grandes étapes d'une vie professionnelle commencée dans les rizières du Tonkin colonial et achevée dans les couloirs des institutions onusiennes, mais également une heureuse tentative pour contextualiser la définition et la légitimation de cette « agronomie comparée » en chacune de ses étapes. Car, si le personnage de René Dumont intéresse à ce point les ruralistes, c'est en raison du caractère exceptionnel de sa carrière, mais également de son rapport très singulier — et pour tout dire perturbant — aux identités disciplinaires, aux pratiques du « terrain », à l'engagement du savant dans la cité et même à la restitution-vulgarisation. Nul doute que l'article de Wilfrid Séjeau réveillera bien des souvenirs et bien des propos.
- 6 C'est en apparence un sujet beaucoup plus limité qu'aborde Éric Manouvrier, géographe lillois, dans son étude de la culture et de la commercialisation de l'endive de pleine terre dans le Nord-Pas-de-Calais. Mais si l'on précise que son interrogation ne se limite pas aux problèmes de rationalité économique de la production et aborde le lien entre l'ancrage territorial de celle-ci, la construction des identités locales et régionales et l'impact des nouvelles rationalités sur les pratiques de consommation physique et symbolique des produits agroalimentaires, on comprendra qu'il ne s'agit plus là d'une lecture spatio-sectorielle classique, mais bien d'une analyse pluri-dimensionnelle et dynamique des logiques spatiales, telle qu'elle a été initiée par Claire Delfosse.
- 7 C'est justement cette dernière, géographe familière des objets transversaux et des questionnements pluriels, membre actif du laboratoire d'études rurales (LER) de Lyon qui,

avec l'exemple de la Thiérache et du maroilles, propose dans l'article suivant une géo-histoire de la construction parallèle des identités de produits et de territoires. Couvrant tout le 20^e siècle et faisant appel aussi bien aux sources et aux méthodes de l'histoire sociale et politique qu'aux concepts propres à la géographie rurale, elle invite à une réflexion tant sur les fondements que sur les acteurs et les incidences spatiales des stratégies de définition identitaire, dans un cas rendu particulièrement intéressant par sa complexité même : en effet, la Thiérache représente un système-frontière à cheval sur plusieurs départements, et le maroilles une production à l'ancrage géographique et à l'identité commerciale fluctuants. Dès lors, les sources font remarquablement apparaître le caractère volontariste et conflictuel de la construction tant du produit que du pays, dans une synergie elle-même imparfaite entre les deux représentations.

- 8 Cette dimension historique de l'analyse socio-économique est tout aussi forte dans l'article original consacré aux avatars de la trufficulture en France par Carole Chazoule, enseignant-chercheur à l'ISARA de Lyon et au LER de Lyon. Histoire longue, puisqu'elle plonge ses racines dans le 19^e siècle, mais surtout réflexion sur le statut des savoirs, entre constructions empiriques et processus scientifiques, dans une analyse particulièrement stimulante des rapports conflictuels entre ces deux approches autour d'un objet singulier, la truffe — dont on s'est longtemps demandé s'il était végétal ou animal, et qui semble prendre un malin plaisir à déjouer toutes les tentatives de rationalisation, y compris sur le plan économique, en raison de la manie du secret qui caractérise la « profession ». La trufficulture, en effet, s'est développée au 19^e siècle dans une forme semi-domestiquée seulement, mais en symbiose profonde avec le modèle de la polyculture paysanne des pays rhodaniens et du sud-ouest de la France. Or, au 20^e siècle, la remise en cause de ce modèle par la spécialisation et la mécanisation des exploitations a produit un déclin progressif de la production et de la maîtrise des savoir-faire ; une tentative de « scientification », dans la deuxième moitié du siècle, n'est pas parvenue à le conjurer, provoquant au contraire une querelle des anciens et des modernes préjudiciable au maintien de la production. Éludant le piège tendu des représentations concurrentes de l'empirisme paysan et de la rationalité scientifique, Carole Chazoule incite à une relecture vivifiante de l'histoire des sciences et des techniques... par leurs échecs.
- 9 C'est par une réflexion très contemporaine, cette fois, sur les enjeux de la loi d'orientation agricole appliquée au terrain singulier de la Guadeloupe que se termine cette livraison d'articles : Eduardo Chia et Michel Dulcire, chercheurs au CIRAD-TERA de Montpellier, s'interrogent sur le conflit d'identités qui fragilise l'agriculture de l'île, entre modèle agro-exportateur légitimé par les institutions et soutenu par les aides publiques et modèle multifonctionnel émergent, tourné bien davantage vers le marché intérieur et la production de valeur ajoutée patrimoniale et environnementale. Fondée sur une enquête auprès des acteurs de l'agriculture de l'île, cette étude interroge finement les représentations concurrentes et tente de dessiner les futurs possibles. Singulière dans ses réalités socio-économiques et culturelles, la Guadeloupe n'en est pas moins un cas d'école dans la problématique de la traduction des incitations législatives et réglementaires, avec l'observation de la réception des contrats territoriaux d'exploitation (CTE) « devenus » contrats d'agriculture durable (CAD). Et l'on rejoint ici, en définitive, à la fois les interrogations de Jérôme Lafargue sur le rapport à la norme et celles de Claire Delfosse sur la construction conflictuelle des identités territoriales. Au-delà des différences de discipline, de terrain et d'échelle, les études rurales ont bien une cohérence dans leur manière d'interroger les objets et de prendre en compte, de manière réflexive, leur

propre contexte. Cohérence qui justifie pleinement d'en défendre et d'en promouvoir les lieux d'échange.

- 10 Fidèles à notre habitude, nous publions également dans ce numéro les positions de thèses des jeunes chercheurs ayant soutenu leur travail entre 2002 et 2004. Au total, neuf défenses et illustrations de la vitalité de la recherche ruraliste, en sociologie, histoire et géographie du domaine français. Avec des thèmes qui entrent en résonance directe avec les articles précités : formes et dynamiques de la territorialisation, co-construction des identités sociales et territoriales, rapport au champ juridique et, toujours, l'exploitation rurale mise au cœur des observations et des interrogations, dans un éclectisme des outils et des emprunts disciplinaires de mieux en mieux maîtrisé.
- 11 C'est ainsi, d'une certaine manière, une géographie qui ne dit pas son nom que la sociologie des constructions territoriales appliquée au Pays de Redon que propose Ali Aït Abdelmalek dans son exposé de soutenance d'Habilitation à diriger des recherches, entre jeu d'échelles et interrogation sur les interactions entre acteurs, médiateurs et institutions. Sa démarche semble très proche, par exemple, des interrogations d'Estelle Regourd, géographe montpelliéraine, sur le rôle des associations dans les recompositions rurales, à travers les exemples de l'Aveyron et des Alpes-de-Haute-Provence ; ou encore celle de Frédéric Lescureux, géographe lillois, en quête d'une analyse des potentialités de la vente directe et de l'accueil à la ferme en Flandres dans l'objectif d'une re-territorialisation des exploitations. En prise avec un contexte d'extrême instabilité des structures, des représentations et des échelles de référence, les sciences du présent cherchent à se doter d'outils d'analyse à la fois réactifs et prospectifs, susceptibles de continuer à donner du sens à la « complexité » théorisée par Edgar Morin. Il faudra, à l'évidence, que ces chercheurs d'horizons et d'ancrages différents se rencontrent pour confronter leurs constructions et réfléchir à la distance que doit et peut entretenir la recherche vis-à-vis de l'instabilité identitaire des objets. Et sans doute l'intrusion de l'histoire dans le débat serait-elle bienvenue pour mettre en perspective longue cette effervescence du présent ?
- 12 C'est justement l'objet de la thèse de Martine Bacqué-Cochard, historienne membre du Laboratoire d'études rurales de Lyon, que de restituer dans la longue durée du 19^e et du premier 20^e siècles la dynamique de la petite exploitation rurale, à l'échelle la plus fine, dans une analyse micro-historique de deux communes du pays basque français. Et c'est avec un art consommé du récit et de l'analyse qu'elle met en lumière le jeu des forces apparemment contradictoires de l'endogène et de l'exogène, de la longue durée et de la conjoncture courte, de la modernisation économique et de la rationalité propre à la petite exploitation en quête de sa propre pérennité. L'histoire économique rencontre l'anthropologie historique et invite la communauté des historiens à renouer avec la thématique du changement social.
- 13 C'est en apparence un objet tout différent que Rémi Fourche a voulu annexer au champ de l'histoire, avec sa thèse pionnière et courageuse sur la protection phytosanitaire dans l'agriculture française entre 1880 et 1970. Mais cet effort d'intrusion des sciences humaines dans la « cuisine », aux sens propre et figuré, des sciences dures (proche de celui engagé par Carole Chazole sur la thématique trufficole), éclaire de façon particulièrement intéressante – et subversive – les modalités de la « modernisation » de l'agriculture française, et donc les sollicitations, pressions et formes d'acculturation techniciste auxquelles l'exploitation rurale, telle qu'elle est décrite par Martine Bacqué-Cochard, a été soumise pour se transformer en « entreprise de production de biens

primaires », avec les effets sociaux et environnementaux que l'on sait. Il pourrait donc être utile de revenir sur la trajectoire de René Dumont...

- 14 Toujours dans une logique d'expérimentation et d'hybridation disciplinaire, et dans un champ proche de celui qu'investit sous un autre angle Jérôme Lafargue, c'est une sociologie du droit historicisée — ouvrant même sur la psychologie — que tente Arnauld Cappeau, jeune docteur en histoire contemporaine, dans la thèse qu'il consacre aux conflits de voisinage en Lyonnais au 19^e siècle. Soucieuse d'éclairer les formes d'acculturation des ruraux à la figure moderne de l'ordre par la lecture micro-historique des archives de la justice de paix, cette histoire « au ras du sol » fait émerger, là encore, des permanences, mais aussi des mutations signifiantes des rapports de l'individu au jeu social qu'il conviendra de confronter à la chronologie globale de la période interrogée.
- 15 Une chronologie qui a longtemps été construite à partir du politique, mais que les historiens politistes ne cessent de remettre sur le métier. C'est l'objet des deux thèses de micro-histoire « bretonne », celle de Yann Lagadec, soutenue en 2003, et celle de Laurent Le Gall, en 2004. L'un et l'autre, en effet, éprouvent la même attirance pour la question de la politisation dans les termes où Maurice Agulhon l'a posée, et le même désir d'en discuter les réponses par le recours à l'infra, l'infiniment petit, le « ras du sol » là encore. Ici également, l'histoire et les sciences politiques rencontrent l'anthropologie dans le souci de définir ce qui est du domaine de la structure — dynamique interne à l'interconnaissance, effets de lignages, etc. — et ce qui est du domaine de la conjoncture et de la dynamique du changement historique — l'évolution du jeu social et de la représentation-médiation politique, dans le rapport à l'englobant et à l'État. Une différence majeure sépare toutefois ces deux thèses : tandis que Yann Lagadec interroge la longue durée, du 16^e au 19^e siècle, à la recherche de l'évolution des modalités de la représentation et dans une optique qui privilégie la continuité sur les ruptures — jusqu'à un certain degré de provocation dans le traitement de la Révolution... —, Laurent Le Gall, pour sa part, a pris le pari risqué mais *in fine* convaincant du temps court, en réinterrogeant, dans une lecture extrêmement fouillée et réflexive des sources nominatives, le « moment 1848 » et les usages sociaux du suffrage. Là encore il y a matière à discussion serrées mais fécondes avec les sciences-sœurs.
- 16 Enfin, on se tromperait lourdement à voir dans le compte rendu de la thèse d'ethnologie de Martine Bergues une simple invitation au jardin pour une promenade dans un sujet marginal. Plaisante et sensible certes, son évocation de l'histoire et des usages du « fleurissement », du modèle paysan aux actuelles réinventions de la « nature au naturel », ne laissera aucun ruraliste indifférent. Elle donnera même des remords à tous ceux qui, négligeant des espaces et des gestes apparemment déconnectés de toute logique économique, sociale ou politique, ont évacué de leurs analyses jardins, bordures et suspensions fleuries. Tout au contraire, la thématique du fleurissement constitue, à la lecture des enquêtes de Martine Bergues dans le Lot, une entrée particulièrement féconde dans le champ de l'ethnologie rurale, ouvrant des interrogations majeures sur la mise en scène de soi, la mise au normes de l'entre-soi par le regard extérieur du touriste, et les instances de validation du beau qu'ont constitué, historiquement, les concours, guides et autres lieux de représentation.
- 17 Enfin, ce numéro se clôt par la réflexion conduite par des chercheurs en histoire rurale française et allemande quant à la nouvelle question d'histoire contemporaine du CAPES et de l'Agrégation, qui porte sur « les campagnes dans les évolutions sociales et politiques de l'Europe contemporaine (1830-1929) ». Prise de position dont on lira et, éventuellement,

discutera l'argumentaire, mais qui se veut, avant tout, retour à la science, non pas tant comme savoir, mais, pour rester avec Pierre Bourdieu, comme *pratique* : posée en des termes discutables, cette question de concours peut et doit être saisie et retravaillée par les historiens de métier — et pourquoi pas par leurs collègues des autres sciences sociales — non pour déstabiliser les candidats, mais tout simplement pour leur donner à voir ce que la recherche est, ce qu'elle fait, et comment elle le fait. Le prochain colloque des 2 et 3 novembre 2005 à Lyon sur les « *voies régionales de développement, la modernisation sociale et la construction de l'État dans l'Europe rurale du 19^e et de la première moitié du 20^e siècle* » se place dans cette logique d'appropriation scientifique d'une question académique, non seulement, comme on le lira, en affichant un programme résolument éclectique — répondant à la diversité des sources, des méthodes et des questionnements relatifs à l'histoire de la ruralité contemporaine — mais également en prenant au pied de la lettre l'exigence du comparatisme européen dans la formulation de la question au concours. Si la recherche ne peut que souscrire à cette exigence, force lui est faite aussi de concéder qu'elle est, sur bien des questions encore, loin de la synthèse. C'est donc à une mise en dialogue, au sens heuristique du terme, des travaux français, allemands, italiens et espagnols, que ce colloque invite. En parfaite cohérence donc à la fois avec l'idéal et avec le contenu de cette revue.

- 18 Cet éditorial serait injustement incomplet s'il ne formulait pas des remerciements sincères et reconnaissants pour les aides déterminantes apportées à la fabrication de cette livraison de *Ruralia* par Pierre Cornu et Pierre Chamard, membres du Laboratoire d'études rurales de Lyon — l'un récemment élu maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université Blaise Pascal-Clermont 2, l'autre doctorant engagé dans un lourd chantier de travail consacré à l'Union du Sud-Est des syndicats agricoles. Que tous deux sachent l'estime et la gratitude que nous exprimons publiquement au nom de la rédaction de *Ruralia*.
- 19 Il nous reste enfin à annoncer la publication, aux éditions de la Boutique de l'histoire, des actes du colloque *Violences rurales au quotidien* que notre association avait organisé en collaboration avec l'Université de Poitiers. Les adhérents de l'ARF peuvent bénéficier d'un tarif préférentiel¹. Que chacun aide notre éditeur en commandant et faisant commander cet ouvrage proposé à un prix très raisonnable. Le prochain éditorial² annoncera, la sortie des actes du colloque de Lyon, *Agrarismes et agrariens, en France et en Europe, hier et aujourd'hui*, publié par le même éditeur.

NOTES

1. Abonné individuel, il vous suffit de passer commande directement auprès de la Boutique de l'Histoire.

2. La rédaction de *Ruralia* a décidé de mettre en fabrication au plus tôt une double livraison destinée à couvrir la totalité de l'abonnement pour l'année 2005. La parution de ce numéro 16-17 est programmée pour décembre 2005 ou janvier 2006.